

CONFERENCE MONDIALE SUR L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

L'enseignement supérieur au XXI^e siècle

Vision et actions

UNESCO, Paris, 5 – 9 octobre 1998

VOLUME V – PLENIERE

Fédération Internationale Syndicale de l'Enseignement (FISE)

Note1: Afin de satisfaire aux normes de publication de l'UNESCO, certains textes ont dû être corrigés.

Note2: Les auteurs sont responsables du choix et de la présentation des faits figurant dans leurs documents ainsi que des opinions qui y sont exprimées, lesquelles ne sont pas nécessairement celles de l'UNESCO et n'engagent pas l'Organisation.

Allocution du Professeur Daniel Monteux au nom du Collectif Enseignement Supérieur de la FISE

C'est une tâche redoutable pour l'universitaire syndicaliste que je suis d'essayer de capter votre attention pendant les 8 premières minutes de ce débat général, dans notre sommet mondial pour l'enseignement supérieur.

J'essaierai d'y faire entendre, fidèlement, ce que vivent et ce que veulent les centaines de milliers de collègues qui, sur les 5 continents, se reconnaissent dans les propositions et le style de travail ouvert de ma fédération.

Ils attendent beaucoup de cette conférence, et ils remercient l'UNESCO et son Directeur général de l'avoir rendue possible et réussie.

1. La FISE partage la démarche commune des 53 ONG de la Consultation collective sur l'enseignement supérieur entre lesquelles s'est dégagé un consensus explicite pour soutenir les axes essentiels de la démarche de l'UNESCO et de son Directeur général.

L'UNESCO nous ayant entendus sur les principaux points qu'avec les autres ONG nous demandions de renforcer, nous apportons un **appui total au projet de déclaration et de cadre d'action soumis à la Conférence.**

2. Nous partageons les objectifs ambitieux de la Conférence.

L'entrée de l'humanité dans une société du savoir signifie que, demain, tout citoyen devra passer par l'enseignement supérieur.

C'est un des combats majeurs de cette fin de siècle. A l'heure de l'accroissement prodigieux des connaissances, qui va se les approprier, qui va les maîtriser ?

Le corps social tout entier ou une minorité ? C'est un enjeu de civilisation. Savoir, démocratie, avenir humain ne sont plus séparables. Utopie ? Peut être, mais créative, mobilisatrice et réalité demain.

Une de nos tâches majeures, à l'issue de cette conférence, ne sera-t-elle pas de le faire comprendre et partager tant aux décideurs qu'aux opinions publiques ?

Mesure-t-on bien, en effet, les responsabilités nouvelles qui incombent dès lors à l'enseignement supérieur, non seulement pour la promotion et le partage mondial du savoir mais, du même coup, pour sa contribution à la réduction des inégalités sociales, au respect de la diversité culturelle, aux droits de toutes les minorités, à la défense de notre patrimoine, et à un avenir vivable sur notre Planète Terre ?

3. Ces responsabilités, l'enseignement supérieur les affronte au milieu d'une immense contradiction.

Au moment où tout commande de développer au maximum ses potentialités, il connaît d'immenses difficultés pour assumer ses missions. L'écart va grandissant, entre ses besoins d'une part, les moyens qui lui sont attribués et l'image qui en est donnée d'autre part. Et c'est dans les pays les moins développés, là où les besoins sont les plus urgents, que sa situation est la plus critique.

Nous ne saurions oublier, dans ce débat mondial, les conditions médiocres et souvent aux limites de la misère subies par les établissements, les personnels, les étudiants, dans trop de pays, véritable injure à notre époque, entrave au développement, et facteur puissant d'exode des cerveaux.

S'il est un message que les collègues qui nous ont mandatés nous demandent de faire entendre ici, c'est bien celui-ci : la prospective ne saurait occulter la nécessité absolue d'améliorer en urgence la situation universitaire terriblement dégradée qu'ils vivent au quotidien.

4. D'autant que cette dégradation ne résulte d'aucune fatalité mais d'une démarche considérant l'enseignement supérieur comme un coût à réduire, et non comme un investissement clé à développer.

Il faut réorienter vers les investissements socialement utiles et nécessaires, dont l'enseignement supérieur est l'un des moins contournables, les sommes immenses qu'une logique financiariste, dont l'échec mondial est patent, détourne de l'économie réelle vers les circuits spéculatifs mondiaux, au sein desquels, chaque jour, 1.500 milliards de dollars changent de mains sans produire les moindres biens matériels ni culturels. Une taxe TOBIN pour l'enseignement supérieur : pourquoi pas ?

Il est indispensable de fournir à l'enseignement supérieur, car c'est au bénéfice de toute la société, un appui plus important. A notre avis, la responsabilité principale du financement doit être assumée par l'Etat, dès lors que celui-ci se considère comme au service de l'intérêt collectif.

5. Si nous nous retrouvons pleinement dans les grandes orientations proposées par l'UNESCO, c'est d'abord parce que nous en partageons le souffle humaniste. Rigueur scientifique et éthique, fonction universelle de vigie, reposent sur l'approche libre et critique des faits, qui est le fondement principal de l'autonomie universitaire.

C'est en même temps parce que, loin de conjuguer le mot « réforme » sur tous les modes de l'ambiguïté ou de l'imprécision, l'UNESCO s'efforce de construire la cohérence entre les objectifs et les pistes suggérées pour atteindre ces objectifs : complémentarité de la formation initiale et continue ; place centrale de la recherche ; pluralité des missions et diversité cohérente des contenus et des voies ; coaction sans subordination avec le tissu économique et social et le monde du travail ; service public impliquant responsabilité, financement et contrôle public, libéré des logiques de privatisation et de soumission à des intérêts économiques, idéologiques ou politiques particuliers ; coopération internationale plaçant la libre circulation des idées et la saine mobilité des personnes au-dessus de toute considération marchande.

Nous y ajouterions l'affirmation forte que l'accès à l'enseignement supérieur pour n'être limité ni par les ressources, l'origine socio culturelle et ethnique, ou l'éloignement géographique des étudiants devrait reposer à la fois sur **la gratuité** et sur un vaste réseau de bourses, allocations d'études, dispositifs sociaux au bénéfice des étudiants.

Il faut reconnaître le rôle social de l'étudiant comme jeune travailleur intellectuel en formation.

6. Toute véritable réforme porteuse d'avenir doit nécessairement reposer sur l'intervention de la communauté universitaire, dans le respect et la promotion de ses franchises et libertés académiques, et sur l'implication de tous les partenaires dans des processus transparents de co-décision démocratique, réclamant **l'élection des responsables à tous les niveaux**.

7. Dans cette perspective de transformation pour le développement et la démocratisation de l'enseignement supérieur, l'amélioration de la condition des personnels, trop souvent malmenée ou négligée aujourd'hui, doit être reconnue comme **l'un des facteurs décisifs d'un enseignement supérieur et d'une recherche de qualité capables de bien servir le développement de la personne humaine et de la société**. A sa dernière Conférence générale, l'UNESCO s'est dotée d'un outil de grande valeur opérationnelle : la Recommandation sur la condition des enseignants du Supérieur.

Il faut maintenant que cet outil soit connu et utilisé partout, que ses dispositions soient mises en œuvre sans réticences, pour le bien commun.

8. C'est pourquoi le suivi de la Recommandation devrait logiquement s'articuler sur le suivi des décisions de la Conférence, avec la participation pluraliste de l'ensemble des acteurs concernés, notamment la Consultation collective des ONG, et pour ce qui est de la Recommandation, les organisations de la profession universitaire.

Qu'ils appartiennent au personnel enseignant ou non enseignant, nos collègues estiment et respectent l'UNESCO. Ils ne ménageront pas leurs efforts, eux qui constituent une part décisive des forces vives sur le terrain, pour que la Conférence ait une suite à la hauteur des exigences.